

# La vigie antinucléaire reçue à l'OMS mais pas entendue

**SANTÉ • Pour la première fois, la directrice Margaret Chan a accepté de rencontrer l'ONG Pour l'indépendance de l'OMS qui manifeste depuis 2007 devant le siège de l'organisation.**

**ROBERT JAMES PARSONS**

C'était la seconde rencontre en quatre ans, la première au plus haut niveau. Hier la directrice générale de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), Margaret Chan, recevait six représentants des quelque trois cents militants qui se relaient chaque jour à Genève depuis le 26 avril 2007 pour que l'OMS rompe son silence sur les dangers du nucléaire. L'ONG Pour l'indépendance de l'OMS demande que l'organisation internationale s'émancipe du pacte qui la lie à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et du droit de veto qu'exerce celle-ci depuis 1959 sur tout ce qu'elle voudrait entreprendre dans le domaine de la santé publique et de la radiation ionisante.

## Pas de conflit d'intérêts

A la différence de la dernière réunion, en 2009, entre les activistes et l'OMS, où celle-ci a été représentée par des fonctionnaires de niveau moyen, cette fois sa délégation a été menée par la directrice générale, la doctoresse Margaret Chan, accompagnée de quatre chefs du sommet de la hiérarchie.

La directrice générale a profité de l'occasion pour assurer que l'accord de collaboration avec l'AIEA ne nuisait nullement à l'indépendance de l'OMS. Il n'est donc aucune question de réviser cet accord. Mais «le dialogue va se

poursuivre dans le cadre du mandat de l'OMS», précise dans un communiqué cette dernière. Seule concession aux critiques: l'OMS annonce l'ouverture d'une enquête sur la non-parution des actes de la conférence de Kiev en 2001 sur les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl.

Mais, surtout, selon l'activiste Alison Katz, qui a assisté à la rencontre, l'OMS a pour la première fois admis qu'il n'existe aucun seuil en dessous duquel une radiation ionisante serait sûre.

Sur la plupart des questions techniques, la doctoresse se serait toutefois réfugiée derrière son manque de formation dans le domaine. Malgré cela, aucun spécialiste ne figurait au sein de la délégation, observent les militants.

Sur la situation à Fukushima, la doctoresse a confirmé le refus de l'OMS de divulguer les informations en provenance des stations de surveillance de radiation mises sur pied par le traité de non-prolifération nucléaire pour détecter une quelconque radiation issue d'un essai nu-

claire. Selon l'ONG, la directrice a justifié ce silence en affirmant que la radiation mesurée ne pouvait pas nuire à la santé.

## Fukushima, une affaire locale

Reconnaissant le besoin d'entreprendre des études épidémiologiques sur les effets de Fukushima, la doctoresse Chan est toutefois passée comme chat sur braise sur le fait que ces études auraient dû être entreprises dès la première heure, afin que les données de base sur les doses auxquelles

les victimes ont été exposées soient établies. Interpellée sur le manque de personnel qualifié pour mener de telles études, elle a déclaré que, avec un déficit de 320 millions de dollars, l'OMS a dû licencier quelque trois cents employés. Pour un éventuel appui au Japon, elle a renvoyé aux experts de... l'AIEA! De toute manière, selon elle, Fukushima ne constituerait aucunement un danger pour la santé au-delà de la zone d'interdiction de 30 kilomètres, s'agissant d'une affaire strictement limitée à une petite partie du territoire nippon et sans répercussions pour le reste de la planète.

Rémy Pagani, mandaté par le Conseil administratif de la Ville de Genève, a assisté à la réunion. Selon Pour l'indépendance de l'OMS, avant de partir, sa véhémence n'a pas manqué d'impressionner la directrice générale. Le magistrat aurait notamment prédit que, si l'OMS continuait dans la même voie, elle risquait de se décrédibiliser face au monde entier.

En conclusion, Alison Katz a résumé la rencontre ainsi: «On est partis avec la même impression de vide, d'impuissance, d'incompétence.» L'ONG, qui maintiendra sa vigie, ne perd pas espoir d'inscrire la question nucléaire à l'ordre du jour de la prochaine assemblée de l'OMS, notamment sous la pression des Verts allemands. Affaire à suivre. I



Trois cents militants environ se relaient chaque jour devant l'OMS depuis le 26 avril 2007 pour qu'elle rompe son silence sur les dangers du nucléaire. KEYSTONE

# Cent cinquante futurs profs dénoncent le «chaos» de leur formation

**SECONDAIRE • Les étudiants ont manifesté contre les problèmes au sein de l'IUFE.**

**RACHAD ARMANIOS**

Hier vers 13 heures, parmi les 590 apprentis-enseignants du secondaire (dont le postobligatoire), quelque 150 ont séché les cours pour dénoncer le chaos régnant au sein de l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFE). Devant le Pavillon Mail, ils ont dressé des banderoles, dont: «Organisation chaotique, ça suffit!» Des enseignants du Cycle et du PO étaient aussi de la partie.

L'IUFE, qui regroupera à terme la formation pour les enseignants du primaire, du secondaire, du spécialisé et la formation continue, forme la troisième volée de futurs enseignants du secondaire. Désormais sous l'égide de l'université, leur formation se déroulait auparavant en cours d'emploi.

«Certes, l'IUFE est un organisme jeune, mais des problèmes de fond subsistent depuis le début et il n'y a pas eu d'améliorations», critique Georgia Jorand, du groupe qui a organisé la manifestation.

Le manque de communication de la part de la direction et la désorganisation sont pointés. La goutte d'eau qui a

fait déborder le vase est la suppression de la session de rattrapage des examens en août pour les étudiants de deuxième année, qui devront attendre février, précise-t-elle.

Un autre étudiant constate que des enseignants eux-mêmes ont été informés tardivement de changements au sujet de leurs cours. Il pointe aussi des doublons dans cer-

tains contenus enseignés. Par ailleurs, si l'anonymat est requis, c'est parce qu'un climat d'intimidation est déploré. Des étudiants ne veulent tout simplement pas critiquer nommément leurs enseignants qui, ensuite, délivreront – ou pas – leur certificat.

Car la qualité des cours est aussi en question. «Elle varie beaucoup, c'est pourquoi notre

groupe ne se prononce pas sur ce point qui ne fédère pas», explique M<sup>me</sup> Jorand.

Pourtant, si plusieurs étudiants rappellent que des cours sont excellents, ils ont des mots durs envers d'autres: «inutiles», «vides de contenus», «infantilisants».

Ces futurs profs, en moyenne dans la trentaine et déjà di-

plômés, apprécient peu que leur présence soit contrôlée. Ou que tel prof leur offre un contenu «que j'ai mis vingt minutes à trouver sur Google», confie un étudiant. L'un d'eux critique une approche parfois dogmatique: «J'aimerais que le socio-constructivisme, qui fait débat, soit questionné au lieu d'être présenté comme une vérité. Mais attention à la récupération politique, je n'ai rien contre cette pédagogie, simplement, je me méfie des 'ismes'», dit-il.

Enfin, les conditions de formation rigides – 50% en stage rémunéré et 50% en formation – inquiètent: «A terme, cela exclura les gens plus âgés qui désirent changer de voie», estime un étudiant.

La veille, le directeur Bernard Schneuwly confiait au *Courrier* (notre édition d'hier) sa sérénité face à des problèmes organisationnels de jeunesse, résolu pour la plupart. La communication doit être améliorée comme l'articulation entre théorie et pratique, admettait-il. Hier, les membres de la direction ont assisté au rassemblement, en retrait, sans qu'un échange formel ait eu lieu. I



Des apprentis-enseignants ont séché les cours hier pour venir manifester devant le Pavillon Mail. J.PDS

## EN BREF

### LA VILLE EST À VOUS ENTEND PRIVILÉGIER LES HABITANTS

**SOCIAL** La manifestation La Ville est à vous est victime de son succès. L'intérêt porté à ces fêtes de rue est tel que les organisateurs ont indiqué, mardi, vouloir faire en sorte que la priorité soit donnée aux habitants des quartiers impliqués. Cette année, la communication de proximité sera assurée non plus par la Ville de Genève, mais par les comités d'organisation des quartiers. La taille des stands devrait en outre être limitée. Des espaces seront aussi réservés aux seuls enfants pour leur permettre d'échanger et de troquer tranquillement leurs jouets. Neuf quartiers participent à la manifestation en 2011. Parmi eux, deux nouveaux venus, à savoir le Petit-Saconnex et Charmilles-Europe. Chaque quartier organisera sa fête l'espace d'un week-end, entre mai et septembre. L'objectif est de permettre aux habitants de se réapproprier l'espace public. Les rues sont transformées en une immense braderie qui fait la joie des amateurs de «vide grenier». ATS

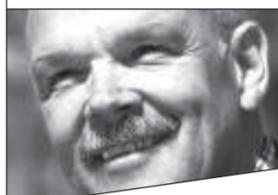
### LA DEUXIÈME DEMANDE DE RÉCUSATION DU JUGE VERNIORY EST REJETÉE

**PROCÈS BCGE** Le juge Jean-Marc Verniory est habilité à présider les débats du procès des responsables présumés de la débâcle de la Banque cantonale de Genève (BCGE). Le Chambre pénale de recours a rejeté la deuxième demande de récusation qui visait le magistrat. Quatre des cinq accusés avaient mis en cause l'association professionnelle de M. Verniory avec son frère en 2001. A l'époque, ce dernier avait défendu la BCGE dans un différend qui opposait la banque à des sites internet. La banque étant partie civile au procès, les prévenus estimaient que ce lien posait problème. Pour la Chambre pénale de recours, le fait d'avoir travaillé au sein de la même étude d'avocats que son frère n'empêchera pas M. Verniory de se «prononcer en toute indépendance sur le bien-fondé» des accusations dont font l'objet les ex-dirigeants de la BCGE, relevait hier un communiqué de la justice. Les juges de la Cour de justice ont aussi noté que ces circonstances «pouvaient être invoquées plus tôt qu'elles ne l'ont été, par exemple à l'occasion de la première demande de récusation» de la défense. ATS

PUBLICITÉ

Donnons un signal pour une mobilité d'avenir !

Jacques Robert  
Candidat au Conseil National, PS



LE 15 MAI  
**OUI** À LA MOBILITÉ DOUCE  
www.mobilite-douce-ge.ch